



MAIL

Objet **TR : IKW "Nationaal plan voor vast en mobiel breedband (2021-2024)" - GTI "Plan national pour la large bande fixe et mobile (2021-2024)"**

De Robert Dumoulin (FOD Economie - SPF Economie)
<Robert.Dumoulin@economie.fgov.be>

À bobjr1@vivaldi.net <bobjr1@vivaldi.net>

Date 21.04.2021 17:47

De : Reginald Massant (FOD Economie - SPF Economie)

<Regis.massant@economie.fgov.be>

Envoyé : mercredi 21 avril 2021 17:47:44 (UTC+01:00) Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris

À : Edward Bruyere (FOD Economie - SPF Economie)

<Edward.Bruyere@economie.fgov.be>; Robert Dumoulin (FOD Economie - SPF Economie) <Robert.Dumoulin@economie.fgov.be>

Sujet : FW: IKW "Nationaal plan voor vast en mobiel breedband (2021-2024)" - GTI "Plan national pour la large bande fixe et mobile (2021-2024)"

Point aussi pour le staff de demain

Reginald MASSANT,
Directeur Budget & Beheerscontrole
Directeur Budget & Contrôle de gestion



FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie



SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie



+32 2 277 61 09



+32 478 88 33 32



+32 2 277 50 21



Vooruitgangstraat 50 – 1210 Brussel / rue du Progrès, 50 – 1210 Bruxelles



Denk aan het milieu alvorens te printen! - Disclaimer - Pensez à l'environnement avant d'imprimer

Van: Jérôme Debrulle (FOD Economie - SPF Economie)

<Jerome.Debrulle@economie.fgov.be>

Verzonden: woensdag, 21 april 2021 17:43

Aan: Séverine Waterbley (FOD Economie - SPF Economie)

<Severine.Waterbley@economie.fgov.be>

CC: Reginald Massant (FOD Economie - SPF Economie)

<Regis.massant@economie.fgov.be>; Edward Bruyere (FOD Economie - SPF

Economie) <Edward.Bruyere@economie.fgov.be>; Cécile Coppin (FOD

Economie - SPF Economie) <Cecile.Coppin@economie.fgov.be>; Kris

Boeykens (FOD Economie - SPF Economie)

<Kris.Boeykens@economie.fgov.be>

Onderwerp: IKW "Nationaal plan voor vast en mobiel breedband (2021-2024)" - GTI "Plan national pour la large bande fixe et mobile (2021-2024)"

Séverine,

Comme discuté, suite à la réunion bilatérale de ce midi entre les Cabinets De Sutter et Dermagne, à laquelle le Cabinet Michel était également convié, tu voudras bien trouver ci-joint un projet de mail à l'attention de Kurt Van Raemdonck et Olivier Body visant à exprimer la volonté du SPF Economie de participer à la mise en œuvre du SPF à ce plan et proposant des mesures concrètes visant à préparer d'ici au début de l'année 2022 la mise en œuvre du plan national. Vu l'implication du Cabinet Michel reconnue par les deux autres Cabinets, il serait utile de les mettre en copie de ce mail.

Bien à toi,

Jérôme

« Beste Kurt, Cher Olivier,

Merci pour la réunion organisée ce midi afin de discuter du projet de plan national pour la large bande fixe et mobile. Il est ressorti de cette réunion que suite à la réunion IKW organisée mardi, 1) le projet de plan comprendrait les axes suivants : axe 2 Facilitation du déploiement via le BCO et axe 3 : stimulation des investissements dans les zones blanches et 2) les budgets pour sa mise en œuvre seraient prévus à partir du budget 2022.

Compte tenu de ces éléments, il me paraît important de vous informer que le SPF Economie veut contribuer à la mise en œuvre de ce plan et afin de mettre à profit le temps disponible d'ici au 1^{er} janvier 2022, propose qu'un comité préparatoire pour la mise en œuvre du plan national pour la large bande fixe et mobile soit mis en place.

Ce comité préparatoire comprendrait au niveau opérationnel un groupe de travail qui aurait pour mandat de prendre toutes les mesures préparatoires à la mise en œuvre du plan (fiches de projets pour chacun des axes, modalités de coopération SPF Economie-IBPT, élaboration des cahiers des charges, profils de fonction, etc.). Ce groupe de travail pourrait être composé de représentants du SPF Economie (notamment E3 pour le volet telecom, S2 pour les volets budgétaire et marchés publics) et de l'IBPT. Ce comité préparatoire comprendrait également un groupe de suivi composé des représentants des Cabinets des membres du Gouvernement concernés : De Sutter, Dermagne et Michel qui aurait pour objet de valider les mesures préparatoires et si nécessaire d'arbitrer en cas de divergences de vues.

La mise en place de ce comité préparatoire pourrait être prévue dans la notification du Conseil des Ministres approuvant le plan afin de donner aux membres du gouvernement et aux institutions concernés le mandat pour la préparation de la mise en œuvre du plan national de large bande.

Nous restons à votre disposition pour discuter de cette proposition.

Bien à vous,

Séverine »